

Dossier "Le grand remplacement", de quoi s'agit-il ?

La théorie complotiste du "grand remplacement" chemine avec Éric Zemmour

Avec cette théorie popularisée par l'écrivain Renaud Camus, le polémiste d'extrême droite défend une vision ethniciste de la nation. Il rêve d'en faire la question centrale de la présidentielle de 2022.

Par Ivonne Trippenbach 3 novembre 2021

L'agitation créée autour de son ami Éric Zemmour lui a offert une audience inédite. Dimanche 31 octobre, invité par l'éditorialiste au *Figaro* Ivan Rioufol, Renaud Camus a quitté son château du Gers pour apparaître sur les écrans de la chaîne de télévision CNews, propriété du groupe Bolloré. L'écrivain d'extrême droite, condamné en 2014 pour « provocation à la haine et à la violence contre un groupe de personnes en raison de leur religion » et auteur en 2011 de l'opuscule *Le Grand remplacement*, a popularisé la théorie que Zemmour martèle partout. Comme en écho, le quasi-candidat donné au coude-à-coude avec Marine Le Pen a rappelé, lundi sur Twitter, son leitmotiv selon lequel « nous ne pouvons pas supporter deux civilisations sur le sol français ». Assorti de deux mots : « grand remplacement ».

Marginale il y a encore dix ans, cette théorie xénophobe [qui a inspiré le terroriste responsable de l'attentat de Christchurch \(Nouvelle-Zélande\)](#), 51 morts, en mars 2019, bénéficie aujourd'hui d'un écho inégalé, de l'extrême droite à la droite la plus conservatrice. Le 14 septembre, Éric Zemmour disait vouloir « imposer dans la campagne [sa] question, [celle de] l'existence du peuple français ». C'est sa clé, avance Thierry Deransart, chargé de la presse de M. Zemmour. *S'il n'y va pas maintenant, on ne rattrapera plus le coup.* »

Une référence au métissage de la population, contre lequel les identitaires s'élèvent en invoquant ce qui se verrait à l'œil nu. « *Le grand remplacement crève les yeux, il faut être aveugle pour ne pas le voir* », a répété Renaud Camus contre ceux qu'il nomme « négationnistes ». « *Cela veut dire : sortez et regardez les visages, traduit Jean-Yves Camus, spécialiste des radicalités politiques. On incite les gens à repérer des têtes qui ne sont pas de chez nous, qui ne ressemblent pas à un "Français de souche".* » Il s'agit, abonde l'historien Nicolas Lebourg, d'un « nationalisme ethnique » et d'un « ressenti racial » dirigé contre les « non-Blancs ». Et, selon le sociologue François Héran, professeur au Collège de France, d'une « peur qui échappe à toute argumentation rationnelle », malgré une proportion d'immigrés en France (10,2 %) inférieure à la moyenne de l'OCDE (13,6 %).

Ralliements

La théorie du « grand remplacement », qui visait les juifs depuis le nationalisme du XIX^e siècle avec Maurice Barrès, se réoriente contre l'islam après le 11 septembre 2001. Sa version complotiste postule que des élites mondialisées faciliteraient à dessein une « colonisation » arabo-musulmane de l'Europe. Elle se fixe toutefois sur une peur du déclin démographique ancienne – en campagne présidentielle en 1988, Jean-Marie Le Pen décrivait des femmes maghrébines enceintes prêtes à « vaincre les Français ». « *Au croisement du nationalisme blanc et du néopopulisme, Zemmour est le premier à tenter une offre politique ouvertement construite sur ce thème, souligne Nicolas Lebourg. Sa précampagne est la campagne de Bruno Mégret en 2002 qui, pour l'instant, réussit.* »

L'ancien numéro deux du Front national se réjouit, dans sa revue *Le Chêne*, que « les idées-forces » de son camp soient, « à travers Zemmour, propulsées avec talent au cœur des débats de la présidentielle ». Plusieurs anciens mégrétistes aident le polémiste, dont l'énarque Jean-Yves Le Gallou, tandis que l'extrême droite groupusculaire n'est pas en reste : le président du Parti de la France, Thomas Joly, [le youtubeur antirépublicain Papacito](#), le suprémaciste blanc Daniel Conversano ou le militant Hervé Ryssen, condamné de multiples fois pour « provocation à la haine envers les juifs », ont exprimé leur soutien public. Des militants de l'Action française, mouvement royaliste et contre-révolutionnaire, grossissent aussi les rangs zemmouriens. Autant de ralliements motivés par son projet anti-islam et anti-immigration.

Mais le « grand remplacement » rebute une partie de l'extrême droite partisane. Marine Le Pen n'emploie jamais l'expression, contrairement à son numéro deux, Jordan Bardella, actuel président par intérim du Rassemblement national. Elle n'en dénonce pas moins un « basculement démographique » et propose d'inscrire dans la Constitution l'objectif de ne pas « modifier la composition et l'identité du peuple

français ». « Marine Le Pen dit qu'un musulman assimilé peut être français, dans la lignée des partis nationaux populistes européens. A l'inverse, Zemmour affirme que l'islam n'est pas compatible avec la France. Que fait-on des musulmans ? Il ne le dit pas », compare Jean-Yves Camus.

“Colonisation inversée”

A la question, provocatrice, de déporter cinq millions de musulmans, Eric Zemmour avait choqué en 2014 en répondant, au journal italien *Corriere della sera* : « C'est irréaliste, mais l'histoire est surprenante. » Il citait alors les flux de populations après la guerre d'Algérie, comparaison prisée des milieux identitaires qui fantasment une « remigration » des descendants d'immigrés en miroir du rapatriement de 1962. La rhétorique zemmourienne sur la « colonisation inversée » résonnait avec les écrits de Guillaume Faye, théoricien de la droite radicale dans les années 1990 et auteur de *La Colonisation de l'Europe*. Il y a deux ans, Éric Zemmour déplorait que les Français vivent « en minorité sur leur territoire » et qu'« ils devront se battre pour leur libération ». S'il reprend cet automne sa diatribe anti-immigration extra-européenne, il n'appelle plus au soulèvement – Renaud Camus, sur CNews, s'est dit « non violent » mais ne le « déconseille pas ».

Zemmour tente-t-il de concilier discours radical et réalité d'un pays où un quart de la population est issu de l'immigration ? Il affirme en tout cas, le 15 septembre sur RMC, l'objectif d'expulser 2 millions d'étrangers en cinq ans et dit vouloir « assimiler » ceux qu'il désignait jadis comme « un peuple dans le peuple »... Une évolution qui ne l'empêche pas de défendre la déchéance de nationalité des binationaux ayant commis un crime ou un délit, afin de les expulser vers leur supposé pays d'origine. « Cela diffuse l'idée que des Français sont moins français que d'autres sur une base ethnique, déduit Nicolas Lebourg. Il met le feu à la société. »

6,8 millions, c'est le nombre d'immigrés, en France, pour 67,3 millions d'habitants, soit 10,2 % de la population (10,5 % à 12 % en intégrant les 300 000 à 600 000 personnes en situation irrégulière), contre 7,4 % en 1975 et 5 % en 1946 (moyenne actuelle des pays de l'OCDE, 13,6 %). Ces immigrés sont, selon la définition de l'Institut national de la statistique et des études économiques, des personnes nées étrangères à l'étranger, ce qui veut dire que, parmi elles, se trouvent des personnes devenues françaises (36 %). Pour faciliter les comparaisons internationales, on préfère souvent retenir le nombre de résidents en France nés à l'étranger. En 2020, ils représentent 12,7 % de la population. Si l'on additionne les immigrés et leurs enfants, ces deux catégories représentent un quart de la population.

Théorie du “grand remplacement” : Renaud Camus, aux origines de la haine

Le concept qu'il a popularisé vaut à l'écrivain d'être devenu une figure de l'extrême droite identitaire en France et dans le monde.

Par Lucie Soullier 9 novembre 2019.

Le château gascon perché, la cloche à faire tinter pour s'y engouffrer, la vue sur un paysage presque caricaturalement français... Le panorama tourne à l'avertissement dès l'entrée : s'aventurer sur le terrain de Renaud Camus, c'est prendre le risque de tous les clichés. Château de Plieux, Gers, octobre 2019. « Fête de Saint-Juste », précise l'écrivain. Allure et verbe distingués, veste en laine et barbe sel, le septuagénaire joue avec le photographe en offrant le profil que, selon lui, on attendrait de lui. Nous serions venus rendre visite au diable en sa demeure, qu'il fait visiter sans ambages. Une vieille habitude dans ce monument classé qu'il occupe depuis plus de vingt-cinq ans.

A 73 ans, c'est un vieux monsieur courtois qui prend le thé en s'amusant de notre venue, laquelle se finira forcément par “des horreurs” imprimées. Pourquoi nous permet-il donc d'entrer ? « Pour les 1 % qui pourraient se dire en vous lisant : “Il n'a pas tout à fait tort”. Lui est donc là pour convaincre, nous pour tenter de comprendre comment cette figure de la littérature gay des années 1970-1980 au talent justement remarqué à l'époque est devenue, aujourd'hui, l'icône de ceux qui jurent au “grand remplacement”, rengaine de l'extrême droite selon laquelle une « population française traditionnelle, de souche » disparaîtrait à la faveur de son remplacement par une autre, extra-européenne.

« On peut difficilement penser que moi, je promeus une idéologie de la haine », s'affranchit-il d'emblée. Certains dans le monde ont pourtant pris son "combat" au mot et retourné leurs armes contre les "occupants" désignés. Le terroriste australien responsable du [massacre de 51 personnes dans deux mosquées de Christchurch, en Nouvelle-Zélande](#), le 15 mars 2019, avait ainsi intitulé son manifeste : "Le grand remplacement".

Même cri de ralliement pour celui qui a tué vingt-deux personnes le 3 août dans un centre commercial d'El Paso, contre ce qu'il qualifiait d'« invasion hispanique du Texas ». Ou encore, en France, pour l'Action des forces opérationnelles (AFO), ce groupuscule d'extrême droite dont treize membres avaient été interpellés en juin et juillet 2018, soupçonnés de vouloir commettre des attentats en France contre des musulmans, notamment en empoisonnant de la nourriture halal dans des supermarchés. Sur leur site Internet figuraient ces mots en première page : « *Le grand remplacement est réel, visible partout en France et en Europe. Notre nation s'éteindra sous peu si nous n'y prenons pas garde. Rejoignez les rangs des Patriotes.* »

Lire aussi : [La théorie du « grand remplacement », de l'écrivain Renaud Camus aux attentats en Nouvelle-Zélande](#)

Expression réveillée en 2010

Dans son château perché, Renaud Camus, lui, écrit, peint et se tire le portrait. Sans s'encombrer d'une quelconque part de responsabilité. Ces "idiots" et ces "cinglés" n'ont rien à voir avec lui, ne l'ont d'ailleurs ni lu, ni cité, ni compris, répète-t-il. En quelques années, l'expression qu'il a forgée, ou du moins réveillée en l'introduisant en 2010 dans son [Abécédaire de l'In-nocence](#), est passée de l'hyper-underground d'extrême droite à une audience d'autant plus importante qu'elle se trouve aujourd'hui incarnée par des visages allant du maire de Béziers, Robert Ménard, au polémiste Éric Zemmour, en passant par Marion Maréchal ex-Le Pen...

La voilà banalisée au point qu'en décembre 2018 l'enquête sur le complotisme de la Fondation Jean-Jaurès et Conspiracy Watch réalisée avec l'institut IFOP, comptait une personne sur quatre en accord avec l'énoncé suivant : « *L'immigration est organisée délibérément par nos élites politiques, intellectuelles et médiatiques pour aboutir à terme au remplacement de la population européenne par une population immigrée.* »

Niché au cœur d'un village gersois d'une centaine d'âmes, Renaud Camus se félicite que son « syntagme soit devenu commun en Europe ». Entre le bureau où traîne un tract « non au retour des djihadistes en France » et sa tour de guet, l'écrivain militant travaille ses formules faites de néologismes et de rhétorique inversée, palabre sur la "colonisation de l'occupant sur l'indigène" en 2019, en France, décrète l'existence d'un "djihad dans les cités, d'un génocide par substitution"... Avant de se protéger, pense-t-il, de toute accusation de racisme en brandissant son amour des civilisations et, surtout, de leurs différences. « *Plus il y aura de discriminations, plus je serai heureux.* » De l'ethno-différentialisme typique à l'extrême droite. De la "résistance", objecte-t-il.

De l'antisémitisme à l'islamophobie

Résistance à quoi ? A ce sentiment d'oppression et d'angoisse face à un monde en train de changer "dans le mauvais sens", face au temps qui passe qu'il accompagne de cette manie artistico-mégalomane de tout publier sur sa vie : ses comptes bancaires, ses "autoportraits" quotidiens.

L'idée d'un grand remplacement avait déjà été théorisée à la fin du XIX^e siècle par des nationalistes français, notamment par l'antidreyfusard Maurice Barrès. Renaud Camus l'a revivifiée en y ajoutant une composante anti-islam à la mode depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et ceux du 13 novembre 2015 en France. De Barrès à R. Camus, la notion de grand remplacement est passée, comme une grande partie de l'extrême droite française, de l'antisémitisme à l'islamophobie.

Si l'on plonge dans la tête de Renaud Camus, l'immigration venue d'Afrique menacerait de remplacer "les Blancs et assimilés" – le tout étant organisé par des "élites mondialistes et remplacistes", dont l'objectif serait de détruire les identités pour transformer chacun en "être remplaçable". Rien de "complotiste"

balaye Camus... Avant de préciser que tout cela ne serait « *ni organisé ni naturel* ». Personne ne s'est attablé un jour pour en décider, poursuit-il, mais « *des mécanismes* » poussés par ce qu'il nomme "*le remplacisme global*" – et dont le président de la République, Emmanuel Macron, serait l'incarnation parfaite, selon lui – favoriseraient "*l'immigration de masse*". Ainsi du capitalisme, dont l'objectif serait de transformer chaque citoyen en consommateur « *remplaçable* », explique-t-il au milieu de ses dizaines et dizaines de livres commandés sur Amazon.

Repris par Éric Zemmour

La définition de Renaud Camus du *grand remplacement* repose sur ce qu'il se contente de plaquer comme un "*constat évident*". Nul besoin de chiffres pour prouver ce qu'il avance, il n'y aurait qu'à se promener en France et à observer. Sous un regard évidemment politique. Et une pensée éminemment ancrée à l'extrême droite.

Des théories sur la préférence nationale à celles sur le métissage et sa règle de l'unique goutte de sang noir qui "*abâtardirait*", du mouvement ethno-différentialiste à celui du trotskiste devenu Waffen-SS René Binet (1913-1957), toute l'histoire de l'extrême droite est en effet traversée par la question centrale du contrôle ethnique intérieur. Et Renaud Camus n'y échappe pas. Démonstration par l'historien Nicolas Lebourg : « *Pour René Binet et ses disciples, l'immigration est un coup du complot juif pour détruire l'Europe par le métissage. Il faudrait donc décoloniser et renvoyer les Africains : un mouvement de libération nationale des deux côtés, selon lui. En enlevant le côté antisémite, on garde la même logique chez Guillaume Faye [1949-2019, essayiste, théoricien de la Nouvelle Droite française], Renaud Camus et désormais Éric Zemmour. C'est la même grille de lecture raciale, qui, chez eux, ne permet rien entre la délinquance et le djihad.* »

Pour comprendre la radicalité de la pensée de Renaud Camus, il n'y a qu'à relire son discours prononcé le 18 décembre 2010 lors des Assises internationales sur l'islamisation – une initiative lancée par le Bloc identitaire et Riposte laïque, union déjà à l'origine de "l'apéro saucisson-pinard" – et qui lui a valu en 2014 une condamnation pour provocation à la haine ou à la violence. Dans sa bouche, les *petits voyous* se font *soldats*, et chaque violence du quotidien, des "*arrachements de sacs de vieille dame au trafic de drogue*, devient un *instrument (...) de la conquête provoquant la fuite des Blancs*".

Neuf ans plus tard, [en direct sur LCI, Éric Zemmour](#) – lui aussi déjà condamné pour provocation à la haine religieuse – prononce un quasi-calque de la diatribe de Camus devant une tribune réunissant les proches de Marion Maréchal ex-Le Pen, comparant les djellabas aux "*uniformes des armées d'occupation*", attaquant directement les musulmans, qui, selon lui, "*se comportent en colonisateurs*" et citant... Renaud Camus.

L'écrivain Camus s'autopublie depuis que les éditions P.O.L ont pris leurs distances, suivies par Fayard en 2012, officiellement pour des raisons budgétaires... Mais juste après que Camus eut officialisé son soutien à Marine Le Pen. Chacune de ses colères, politiques comme esthétiques, vaut parution. Tout autant que ses passions. Son livre *Comment massacrer efficacement une maison de campagne en dix-huit leçons* côtoie ainsi un guide sur la Lozère, ses nombreux journaux intimes, une série sur les demeures d'artistes, la revue de ses Tweet imprimés... Une interminable bibliographie, qui ne se limite pas à ses versets identitaires sur le « grand remplacement ». Dans les années 1970 et 1980, ses premiers ouvrages en semblaient même bien loin.

Son style fut salué par la critique comme par son « *maître* » Roland Barthes dans la préface de *Tricks*, récit brut de ses relations homosexuelles publié en 1979. Lui n'y voit aucune contradiction : « *Il n'y aurait pas eu de Grand Remplacement (livre publié en 2011) possible sans Tricks. Les deux sont unis par la même volonté de décrire ce que je vois.* » Tout serait lié entre ces deux mondes coexistant dans des librairies séparées au point que certains, comme [le cofondateur d'Act up](#), Didier Lestrade, fan de *Tricks*, l'ont qualifié de « *traître homosexuel* » au regard de la suite.

Robert Ménard, le maire de Béziers élu avec les voix de l'ex-Front national, y voit une analogie : « *Moi aussi, j'avais les mêmes idées quand j'étais patron de Reporters sans frontières, mais on ne me posait pas la question. On présumait que j'étais de gauche.* » Les deux hommes se sont croisés plusieurs fois. Renaud Camus a même failli écrire un livre – encore un – sur Béziers, commandé par l'édile. L'affaire n'a finalement pas abouti, pour des divergences financières davantage que politiques. Aujourd'hui, Robert Ménard cite avec prudence celui qu'il considère comme « *un type fin et cultivé* ». Certains mots seraient devenus « *radioactifs* », estime-t-il. Les « on ne peut plus rien dire » n'ont pourtant jamais eu autant de

tribunes pour s'en plaindre, et ses « *pincettes* » n'empêchent pas Robert Ménard de clamer haut et fort que le banni présumé « *dit quelque chose de la réalité : il y a un changement de population par une autre* », tout en condamnant « *l'idée qu'il y ait quelqu'un derrière* » et la « *remigration* » prônée par Camus – « *une connerie* ».

Invité du Bloc identitaire

L'homme derrière *Tricks* ne serait donc pas si loin de celui du *Grand Remplacement*. Les deux auraient simplement été observés sous des angles différents. Peut-être. Il y eut une première affaire Camus en 2000, qui lui valut des accusations d'antisémitisme pour avoir écrit dans *La Campagne de France*, le journal de son année 1994, que « *les collaborateurs juifs* » étaient surreprésentés à France Culture. Dans *Du Sens*, paru chez Fayard en 2002 et dans lequel l'auteur se défend sur plus de 500 pages, il écrivait déjà : « *Oui, il y a en moi un personnage qui souhaite que les musulmans originaires des pays islamiques se sentent toujours, en France, un peu étrangers. Ce personnage n'est pas le tout de moi, bien loin de là. Je le raisonne, j'argumente avec lui, je parviens assez facilement à le faire rentrer en lui-même et regagner son coin. On préférerait qu'il n'en fût jamais sorti, soit. Mais je serais malhonnête avec moi-même si je prétendais ne pas le voir, ne pas le connaître, n'avoir jamais rien eu à faire avec lui.* »

Voilà donc le personnage définitivement sorti de son recoin. Dix ans plus tard, après avoir échoué à réunir les 500 signatures de maires requises pour être candidat à l'Élysée, il déclare dans les colonnes du *Monde* soutenir Marine Le Pen à la présidentielle de 2012, « *la plus à même* » de « *faire barrage au changement de peuple* ». Ce qui accentuera ses compagnonnages très droitiers.

Le philosophe conservateur Alain Finkielkraut, soutien public de la première heure et « *ami* », va jusqu'à l'inviter dans son émission « *Répliques* » sur France Culture, en 2017, pour évoquer le « *grand remplacement* ». Il faut dire qu'Alain Finkielkraut partage plus d'une référence avec l'écrivain d'extrême droite, en témoignent son *Identité malheureuse* parue en 2013 ou sa dernière interview donnée en octobre à l'hebdomadaire ultraconservateur et caisse de résonance des obsessions de la droite la plus radicale *Valeurs actuelles*, dans lequel il cite une nouvelle fois Renaud Camus. Cette fidélité lui vaut un portrait hommage dans l'escalier en bois classé du château de Plieux. « *C'est que je lui dois beaucoup...* », confirme l'obligé.

D'autres cercles reçoivent Camus ces dernières années, témoignant de son influence dans la sphère identitaire. Il tient ainsi conférence en 2016 au colloque annuel de la fondation Iliade de l'ancien élu frontiste Jean-Yves Le Gallou, héritière du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (Grece) de la fin des années 1960, cette « *Nouvelle Droite* » identitaire et nationaliste prêchant la différence entre les peuples ; prône une alliance de « *ceux qui disent non au changement de peuple* » devant Christine Tasin, la présidente de Résistance républicaine, connue pour ses apéros « *saucisson-pinard* », et Pierre Cassen, fondateur du site islamophobe Riposte laïque ; intervient plusieurs fois à l'invitation du Bloc identitaire, pour qui il rédige même une lettre de soutien et d'« *amitié* » lorsque celui-ci lance, en 2014, « *l'observatoire du grand remplacement* ».

« *On n'a jamais colonisé autant que nous le sommes* », lâche Renaud Camus en entrant dans une dépendance de son château, se faisant intarissable sur les œuvres du peintre-sculpteur Jean-Paul Marcheschi ici exposées. Le domaine de Plieux et son châtelain ont longtemps noué d'étroites relations avec l'art contemporain, accueillant de nombreuses expositions par le passé. Aujourd'hui se réunit en ces mêmes lieux le « *Conseil national de la résistance européenne* », club anonyme mais dont les membres viennent orner la toile de la droite extrême solidement tissée autour de Renaud Camus : Richard Roudier, fondateur de la Ligue du Midi (un groupuscule régionaliste identitaire) ; Philippe Martel, ancien chef de cabinet d'Alain Juppé au Quai d'Orsay, puis de Marine Le Pen et ami de très longue date de Renaud Camus ; Paul-Marie Coûteaux, ancien conseiller souverainiste de Marine Le Pen... « *Je lui ai donné mon nom par amitié, mais je n'y suis jamais allé*, nuance ce dernier. *Je craindrais qu'il soit trop isolé et ne se radicalise un peu trop. Je suis d'accord avec lui sur le grand remplacement, mais de là à en faire l'alpha et l'oméga de la politique française...* »

De même, trouve-t-on dans cette liste le successeur de Paul-Marie Coûteaux à la présidence de Souveraineté, identités et libertés (SIEL), ce petit parti souverainiste qui avait appelé à voter pour Marine Le Pen en 2012 et 2017 : Karim Ouchikh. Ensemble, Camus et Ouchikh ont défilé contre la procréation médicalement assistée (PMA) le 6 octobre. Ensemble aussi, [ils avaient lancé une liste aux européennes de](#)

[mai 2019](#). Un “*fiasco*”, résume Camus. Lui a même fini par se retirer et appeler à voter pour le Rassemblement national (RN) le matin du scrutin, après la divulgation de photographies impliquant deux candidates de sa liste. L’une apparaissait à genoux devant une croix gammée tracée dans le sable, l’autre effectuant un salut nazi.

Résultat : un double scandale et un nouveau bide électoral, après deux candidatures avortées à la présidentielle. « *Je suis un très mauvais militant et un très mauvais candidat* », convient-il. Si chaque tribune est trop tentante pour Renaud Camus, le poids culturel de son slogan reste compliqué, voire impossible à convertir en poids politique. Ce que Marine Le Pen a bien compris. Elle qui a misé sur la dédiablement, avec une certaine réussite électorale, prend soin de ne jamais utiliser l’expression de Renaud Camus, avec lequel elle a pourtant partagé une scène politique il y a quelques années, tout en usant d’une rhétorique voisine. En pleine campagne européenne, à Prague en avril 2019, la patronne de l’ex-Front national brandissait ainsi la France comme un “*triste exemple*” à ne pas suivre en matière d’immigration, appelant à l’“*insurrection (...) pacifique et démocratique*” contre une “*submersion*” migratoire “*organisée*”, selon elle, par l’Union européenne pour “*faire disparaître nos patries*”.

Marine Le Pen, “la moins éloignée” de ce qu’il pense

Sans compter qu’au sein de son parti, certains élus – comme le sénateur et candidat RN à la mairie de Marseille, Stéphane Ravier – endossent le slogan du « grand remplacement » sans jamais risquer l’exclusion. Et pour cause, l’adhésion à l’idée d’une immigration « *organisée délibérément par nos élites* » pour « *aboutir à terme au remplacement de la population européenne par une population immigrée* » est au moins deux fois plus élevée chez les électeurs frontistes que dans l’ensemble de la population, selon l’étude sur le complotisme de la Fondation Jean-Jaurès et Conspiracy Watch.

Renaud Camus, lui, ne se sent “*pas très RN*”. S’il a déjà voté et appelé à voter Marine Le Pen, c’est « *sans enthousiasme ni empêchement absolu* », parce qu’elle est « *la moins éloignée* » de ce qu’il pense. Soit les mêmes mots entendus chez nombre de militants de Génération identitaire croisés dans leurs bastions de Rouen, Toulouse ou Montpellier en avril et mai dernier. « *Le RN, c’est un peu comme la chemise à manches courtes du militantisme, c’est un peu ringard* », estimait Mathieu Balavoine, qui s’est pourtant présenté sous l’étiquette frontiste aux cantonales de 2015, avant d’acquiescer à l’idée d’une « *colonisation inversée* » radicalement dépeinte par son ami Thomas, lui aussi militant : « *Ils ont un tel degré d’appropriation de notre pays qu’ils vont jusqu’à taguer en arabe.* »

Jamais, pourtant, l’expression “grand remplacement” ne leur échappera. « *On l’a utilisée, mais les polémiques l’ont galvaudée, alors on préfère axer sur l’invasion migratoire...* », développe un cadre national du mouvement, Clément Martin. « *Notre objectif, c’est de créer un climat pour que la remigration puisse se faire, ajoute un militant montpelliérain. Et ça, tant qu’il restera des Européens de souche prêts à se battre.* »

Renaud Camus n’en dit pas moins et confie même les “*admirer*”, eux qui avaient occupé la mosquée en construction de Poitiers en 2012, valant à quatre membres du groupe d’être condamnés pour provocation à la discrimination raciale ou religieuse et dégradation de biens. Le châtelain du Gers prône d’ailleurs la même “*solution*” que la jeunesse ultra-identitaire. « *L’Europe, il ne faut pas en sortir, il faut en faire sortir l’Afrique* », peut-on lire dans son programme aux européennes, se donnant pour « *mission* » de renvoyer les “*extra-Européens* ou même les *descendants d’extra-Européens* refusant de se plier à sa *charte de la civilisation européenne*”.

Les renvoyer comment ? En dénonçant la convention de 1951 relative au statut des réfugiés, en supprimant le droit du sol, en légalisant des statistiques ethniques, en proposant une pension à vie ou une remise de peine pour ceux acceptant la “*remigration*” volontaire, en interdisant de construire de nouvelles mosquées... « *Mais sans violence* », insiste Renaud Camus, agitant un de ces nombreux néologismes comme preuve de sa bonne foi : « *l’in-nocence... qui n’est pas un pacifisme !* » Glissante, la nuance est dangereuse.

22 novembre 2019 : correction d’une erreur sur l’origine du terme “grand remplacement”. Contrairement à ce que nous indiquions dans la première version de l’article, l’expression n’a pas été inventée par Maurice Barrès, mais théorisée par lui.

La France est loin d'être "envahie", même si l'immigration progresse

Avec 10,2 % de la population, la part d'immigrés est inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE. Elle progresse, sous l'effet de mariages mixtes ou de l'immigration économique très qualifiée.

Par Julia Pascual 15 octobre 2021

En ces débuts de campagne présidentielle, les prises de parole des candidats à droite et à l'extrême droite donnent le sentiment d'un pays ouvert aux quatre vents, subissant des flux migratoires sans aucune sorte de pouvoir à leur égard. Ainsi, Valérie Pécresse veut « *stopper l'immigration incontrôlée* » et estime qu'« *il y a trop d'immigrés en France* » ; Michel Barnier défend l'idée d'un « *moratoire* », quand Xavier Bertrand veut « *que nous reprenions en main notre politique migratoire* » et que Marine Le Pen entend soumettre aux Français un « *plan complet de maîtrise de l'immigration* ».

Lire aussi [Immigration : trois chiffres cités par Éric Zemmour et Jordan Bardella à manier avec prudence](#)

La France est-elle à ce point submergée ? On compte aujourd'hui 6,8 millions d'immigrés pour 67,3 millions d'habitants, soit 10,2 % de la population (10,5 % à 12 % en intégrant les 300 000 à 600 000 illégaux), contre 7,4 % en 1975 et 5 % en 1946. Ces immigrés sont, selon la définition de l'Institut national de la statistique et des études économiques, des personnes nées étrangères à l'étranger, ce qui veut dire que, parmi elles, se trouvent des personnes devenues françaises (36 %). Pour faciliter les comparaisons internationales, on préfère souvent retenir le nombre de résidents en France nés à l'étranger. En 2020, ils représentent 12,7 % de la population.

Que peut-on faire dire à ces chiffres ? Dans son ouvrage *Parlons immigration en 30 questions* (La Documentation française, 110 pages, 5,90 euros), François Héran montre que ce taux est bien inférieur aux pays du Golfe, où il atteint 70 % mais, a contrario, bien supérieur à celui des « *géants démographiques* » que sont la Chine, l'Inde ou le Brésil, où il n'atteint pas 1 %. « *Il est impossible d'en déduire une proportion optimale d'immigrés, écrit-il. Ce concept n'est pas scientifique mais politique.* »

Recul de la fécondité

Cependant, on peut souligner que la part d'immigrés en France est inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE (13,6 %), et de pays comme l'Espagne (13,3 %), les Pays-Bas (13,5 %), le Royaume-Uni (13,7 %), l'Allemagne (16,2 %), la Belgique (17,3 %) ou encore le Canada (20,3 %). Quantitativement, la France se rapproche plutôt de la Lettonie ou de l'Italie. « *Il y a une illusion de l'importance de l'immigration, estime Jean-Christophe Dumont, qui dirige la division des migrations internationales à l'OCDE. Elle a augmenté récemment sous l'impulsion des crises humanitaires, de l'immigration familiale et de travail, mais les effectifs sont le résultat des flux des décennies passées, et l'immigration a été très réduite des années 1980 aux années 2010.* »

« *La France est, parmi les pays de l'OCDE, l'un des plus "malthusiens" sur le plan de l'immigration* », souligne également Hillel Rapoport, professeur à l'École d'économie de Paris, dans *Repenser l'immigration en France. Un point de vue économique* (Rue d'Ulm, 2018).

La France ne serait donc pas cette grande terre d'immigration tant décrite et décriée ? Ainsi que le rappelle François Héran, notre pays est bien « *le plus ancien pays d'immigration en Europe* ». Du fait du recul de sa fécondité, des guerres et parce qu'elle avait besoin de main-d'œuvre, la France a fait venir des migrants dès le XIX^e siècle, d'abord d'Europe, puis du Maghreb. Mais dans le contexte de crise économique des années 1970, les portes se sont fermées à l'immigration de travail.

Une note du collectif de chercheurs Désinfox-Migrations rappelle que, sur les deux dernières décennies, le pays s'est tenu à l'écart d'événements majeurs : l'élargissement de 2004 vers l'Europe orientale, qui a « *déclenché d'importants mouvements au titre de la libre circulation* » ; la crise économique de 2008, qui a diminué les besoins de main-d'œuvre et provoqué des départs de certains pays et, enfin, la « *crise migratoire* » de 2014, qui n'a affecté la demande d'asile en France que tardivement et dans une mesure moindre que, par exemple, son voisin allemand.

“Transformation profonde”

L’immigration reste, en France, dominée par des motifs familiaux. En 2019, ils ont ainsi justifié la délivrance de plus de 90 000 premiers titres de séjour à des étrangers non européens, soit près du tiers de l’ensemble. Il s’agit pour moitié de titres délivrés à des conjoints de Français.

L’essentiel des flux restants comprend les étudiants (90 000), les personnes migrant pour des motifs économiques (39 000) ou humanitaires (37 000, majoritairement des réfugiés). « *Si l’on s’intéresse à l’immigration à caractère permanent, il faut retrancher à cet ensemble les travailleurs saisonniers et les étudiants et y ajouter les 78 400 Européens venus s’installer durablement en France, au premier titre desquels des Italiens, des Espagnols et des Britanniques*, précise M. Dumont. *On arrive à un total de 292 000 personnes en 2019, soit moins de 0,5 % de la population.* » En deçà, là encore, de la moyenne de l’Union européenne et de l’OCDE, qui s’élève à 0,8 %.

Lire aussi : [Immigration et asile, refuser la rhétorique de la peur](#)

La France est donc loin d’être envahie même si l’immigration progresse, sous l’effet de mariages mixtes de Français, de la mondialisation des études supérieures, de l’augmentation de l’immigration économique visant les profils très qualifiés ou de la demande d’asile. Des tendances sur lesquelles le politique n’a d’ailleurs que peu d’emprise. François Héran rappelle que « *les sept lois votées en quinze ans n’ont guère infléchi les courbes* », notamment parce que le droit d’asile et celui de vivre en famille sont protégés par notre Constitution.

« *Tout cela vient contredire l’idée qu’on empêche tout le monde de venir, mais ce n’est pas ce que visent les discours politiques aujourd’hui*, analyse Patrick **Simon**, chercheur à l’Institut national d’études démographiques. *Il y a une transformation profonde de la population liée à une immigration ancienne, à laquelle on associe une population perçue comme immigrée, en particulier quand elle n’est pas d’origine européenne, qui est en fait constituée de descendants d’immigrés.* » Si l’on additionne les immigrés et leurs enfants, ces deux catégories représentent un quart de la population. Mais on ne parle déjà plus d’immigration.